



BÉNIN

Ouverture de la première coordination-pays !



En 2023, la situation économique du Bénin est assez favorable avec une croissance de 5,5 %, grâce notamment aux ambitions d'industrialisation, notamment de produits agricoles locaux. L'inflation, quant à elle, est passée de 1,5 % en 2022, à 3,2 % en 2023. Le Bénin semble faire des efforts considérables en matière de lutte contre la corruption, notamment, à travers la dématérialisation dans les secteurs de l'administration, afin de réduire le contact entre usagers et agents. En effet, 77 % des personnes interrogées (Afrobaromètre, 2023) qualifient de très bonne, la manière dont le gouvernement répond à la lutte anti-corruption.

En 2023, le scrutin législatif au Bénin a mobilisé 38 % des inscrits et s'est déroulé dans le calme. Le seul parti de l'opposition, les Démocrates, a obtenu 24 % des voix, ce qui leur permet de faire de nouveau leur entrée à l'Assemblée Nationale. L'Union Progressiste pour le Renouveau (UPR) a remporté 38 % des voix et le Bloc Républicain (BR), un autre parti de la majorité, a obtenu 29 %. Ainsi, les deux partis majoritaires, l'UPR et le BR, permettent au Président actuel, Patrice Talon, de conserver sa mainmise sur l'échiquier politique, malgré une participation des Béninois relativement faible. La question de la succession du Président reste un sujet tabou.

Enfin, côté sécurité, il convient de noter que la situation au Nord du pays, frontalier du Sahel, est à suivre avec la plus grande prudence. En effet, plusieurs nouvelles attaques sont enregistrées, malgré l'opération Mirador, lancée en 2022 : une dizaine d'événements en lien avec des groupes terroristes ou des tensions intercommunautaires, comme en témoignent les événements de mai 2023, où des dizaines de civils ont été égorgés et d'autres, portés disparus.



GIBOU

2020-2024

945 861 €



InterAGIAL

2021-2025

687 089€



PADSI

2022-2025

435 467 €

PARTENAIRES FINANCIERS



Ville de Paris



Grand Poitiers



Agence de l'eau Seine-Normandie



Département des Yvelines



Région Nouvelle Aquitaine

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- Groupement Intercommunal du Mono
- CERADID
- Université Bordeaux-Montaigne
- Laboratoire de Sociologie et Anthropologie Appliquées de l'Université de Parakou
- GRAND

NOTRE STRATÉGIE



ID s'est réimplantée au Bénin en 2020, via le Partenariat avec le GI-Mono, se concrétisant par deux projets d'envergure : Inter-AGIAL et GIBOU portant sur l'assainissement liquide. En 2023, ceux-ci ont atteint un haut niveau d'activités qui, associé au lancement du projet PADSJ avec le partenaire GRAIND, a nécessité un suivi de plus grande proximité.

Ainsi, une coordination-pays a ouvert à Comé, au cœur du département du Mono, épicerie des actions dans le pays. Au-delà d'un pilotage rapproché des projets, de soutien aux partenaires et aux équipes, celle-ci a pour mission d'étudier de nouvelles opportunités au Bénin. Si le secteur de l'assainissement constitue l'essentiel des activités dans le pays, faisant d'ID une organisation reconnue dans ce domaine, l'objectif est double, à savoir se consolider sur cette thématique et diversifier le portefeuille d'activités.

Concrètement, ID souhaite s'investir au Bénin sur d'autres thématiques phares, largement déployées dans d'autres contextes d'intervention. Ainsi, dans le cadre du renforcement des acteurs, ID a accompagné des organisations nationales à répondre à l'appel PISCCA de l'Ambassade de France. A terme, ID souhaite contribuer davantage à la structuration de la société civile dans le pays. De même, la mise en place d'actions en lien avec la thématique Climat-Energie-Forêt pourrait être envisagée à moyen terme.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

NOS PERSPECTIVES

En 2024, Initiative Développement verra le projet InterAGIAL se poursuivre sur les volets capitalisation et évaluation. Ceux-ci seront mis en place pour prendre de la hauteur, tirer des leçons du projet mis en œuvre et effectuer des partages d'expériences avec d'autres projets similaires dans la sous-région. Le projet GIBOU verra la concrétisation de la mise en service de la station de traitement des boues de vidange, avec une prolongation envisagée au-delà de 2024, pour prendre suffisamment de recul sur la gestion du service.

Dans le cadre de son déploiement, ID mènera diverses actions contribuant à renforcer son ancrage auprès des acteurs présents localement, dans le but de promouvoir ses actions au Bénin. Une mission exploratoire de la thématique Climat-Energie-Forêt devrait être réalisée.

Enfin, 2024 sera l'année de démarrage au courant du premier semestre, d'un projet dans le cadre de la coopération décentralisée entre la Ville de Porto-Novo et la Métropole de Lyon. Il portera sur d'adduction en eau potable dans le 1er arrondissement de la ville



✿ 10 structures partenaires

✿ 8 personnes du Gi-Mono impliquées dans le projet

GIBOU est mis en place par le Groupement Intercommunal du Mono (GI-Mono). Il s'agit d'un projet pilote qui cible la commune de Lokossa.

L'objectif du projet est de contribuer à assurer l'accès des populations à un service d'assainissement géré en toute sécurité et à un coût abordable par la mise en place d'un service de collecte, de traitement et de valorisation des boues de vidange. Il est accompagné par un programme de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement.

Le service de gestion de boues de vidange sera accompagné par un plan de gestion, par des agents du GI-Mono dédiés et formés, d'un équipement de collecte des boues de vidange, et d'une station de traitement des boues de vidange construite par le projet. La population locale est impliquée, à travers des concertations, pour prendre en compte ses besoins. Elle est sensibilisée sur les bonnes pratiques en matière d'accès à ce service et des actions de promotion dudit service les inciteront à y adhérer.

En 2023, le plan de gestion a été consolidé et l'entreprise chargée d'exécuter les travaux a été recrutée.



INTERAGIAL

Appui à la mise en place d'une Gouvernance participative Inclusive de l'Assainissement Liquide



- ✿ 140 personnes dont 118 femmes soit 84 % de femmes participants aux formations ROI/techniques au sein des Organisations Collectrices des Boues
- ✿ 2634 personnes dont 2277 femmes soit 86 % de femmes mobilisées via les causeries
- ✿ 5754 personnes dont 3064 femmes soit 53 % de femmes impliquées dans les budgets participatifs

Le rôle du PAR dans ce projet

Le PAR accompagne une initiative AOC-MS à l'échelle de 6 quartiers pour encourager des changements endogènes en matière de gestion de l'hygiène et de l'assainissement, auprès des groupes d'acteurs comme : comités d'hygiène et d'assainissement, groupements de femmes, leaders traditionnels et religieux, acteurs de l'éducation et les responsables hygiène et assainissement des marchés et des gares routières.

Le PAR accompagne également l'ONG CERADID, mobilisée sur l'AOC-MS, à travers un ROI auprès de 10 OSC lesquelles ont initié des campagnes de sensibilisation à la suite de ce dispositif.

ID et le Groupement Intercommunal du Mono (GI-Mono), sont porteurs du projet Inter-AGIAL depuis le printemps 2021, au sein duquel l'ONG locale CERADID, est également partenaire. Il vise à améliorer, via une démarche innovante, les pratiques de la population (en luttant notamment contre la défécation à l'air libre) et à structurer la gouvernance de l'assainissement liquide en renforçant les capacités de la société civile, les espaces de concertation et la participation citoyenne (en prenant en compte le genre).

2023 a été consacrée à l'organisation de 46 séances de causerie entre petits groupes d'acteurs et actrices sur

la problématique de l'assainissement, rassemblant un total de 2634 participant.e.s.

La démarche innovante d'approche orientée changement appliquée à la mobilisation sociale (AOC-MS) est mise en œuvre au sein de 4 quartiers, dans 3 communes et a permis d'obtenir des changements tels que la construction de latrines familiales, l'abandon de la défécation à l'air libre, la gestion des eaux usées dans la nature, la mise en place des dispositifs de lavage de mains, l'abandon des mauvaises pratiques de transport et de stockage de l'eau, sans oublier l'organisation périodique de campagnes de salubrité et la sensibilisation des pairs et des élèves sur l'importance d'une bonne hygiène. La Recherche Action Participative (RAP) a permis d'expérimenter des approches, notamment, à travers les réunions non-mixtes, pour améliorer la participation des femmes lors des espaces de concertation.

Ces approches ont notamment été appliquées lors du processus de budget participatif enclenché dans 3 communes réunissant 5754 personnes, via des concertations mixtes et non-mixtes.

10 OSC ont été renforcées, à travers 16 sessions sur 10 thématiques, allant de la vie associative à la gestion financière et administrative, en passant par les techniques d'animation et de communication, la recherche de financements et le suivi-évaluation. Des campagnes de sensibilisation ont d'ailleurs été organisées, à travers ces OSC renforcées pour toucher environ 20.000 personnes.



L'objectif est de contribuer au développement social inclusif en renforçant la capacité des groupements de jeunes et des associations de femmes à peser davantage dans les prises de décisions, notamment dans les espaces de concertation que sont les « cadres intégrateurs » existants au niveau communal et via la demande de redevabilité.

En 2023, une cartographie des acteurs a été élaborée afin de déboucher sur un diagnostic approfondi visant à mieux identifier les contraintes d'accès des jeunes et des femmes aux espaces de prise de décisions, indiquant les facteurs qui handicapent cette participation. Ce diagnostic a émis des recommandations qui laisseront place, pour les mois à venir, à des activités spécifiques qui viseront à davantage renforcer l'implication des jeunes et des femmes dans les prises de décisions au niveau local.



Participation des populations à la base pour le choix des ouvrages d'assainissement liquide

Les populations des communes d'Athiémé, Bopa et Houéyogbé ont été impliquées dans un processus de budgets participatifs afin de choisir, suivre et gérer des petites infrastructures d'assainissement liquide.

Cette démarche a nécessité une implication forte des communes et des populations à la base afin de se concerter sur les types d'ouvrages souhaités et les arrondissements bénéficiaires.

Ce dispositif a été entièrement accompagné par le GI-MONO, qui a joué le rôle de facilitateur au fur et à mesure des étapes.

De l'information à toutes les communes membres du GI-MONO, à la réalisation des ouvrages, en passant par la formation des futurs gestionnaires et les concertations des populations aux différents échelons, le GI-MONO a mobilisé son personnel pour guider les différentes phases.

Ce sont finalement 3 communes sur 6 qui ont adhéré à la démarche en inscrivant un montant dans le budget communal, sachant que le projet contribuait à hauteur de 50 % des investissements.

Ceci aura finalement permis d'impliquer toutes les couches de la population, à travers des assemblées villageoises, désignant des représentants, qui ont défendu les projets choisis lors des concertations au niveau des arrondissements et des communes. Des réunions non-mixtes ont permis de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes (signalisation, verrou intérieur et eau disponible à proximité, notamment), en libérant leur parole, malgré une influence parfois contraignante dans les réunions mixtes.

Au final, des infrastructures, comme des latrines et douches publiques, auront été construites à proximité de gares routières et de marchés. Celles-ci seront gérées par des organisations communautaires de base, qui se sont portées volontaires lors des assemblées organisées, à travers des conventions signées avec les communes ayant réalisé les ouvrages.

